

L'ex-junte libère la TV publique, accrochage entre groupes armés au Nord



AFP- Publié le 08/06/2012 à 21:28

Lors d'une réunion jeudi à Abidjan, des responsables de l'ONU, de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont "exigé" que l'ex-junte militaire "soit immédiatement dissoute et se retire complètement de la gestion de la transition".

L'ex-junte militaire malienne a relâché vendredi son emprise sur un symbole de son pouvoir, la télévision publique à Bamako, tandis que des combattants rebelles touareg et islamistes se sont affrontés à Kidal, dans le nord du pays.

La plupart des militaires déployés au siège de l'Office de la radio-télévision malienne (ORTM) depuis le putsch du 22 mars se sont retirés, a constaté un journaliste de l'AFP. Les barrages et postes de contrôle militaires, de même que les deux blindés de l'armée qui surveillaient l'entrée, ont été enlevés.

Nord "Les militaires sont partis de l'ORTM à plus de 70%. Il n'y a plus d'ambiance militaire. Le dispositif de sécurité est vraiment allégé", a déclaré à l'AFP un journaliste travaillant sur place.

Les putschistes et leur chef, le capitaine Amadou Haya Sanogo, ont officiellement quitté le pouvoir en vertu d'un accord conclu le 20 mai avec l'Afrique de l'Ouest, mais ils restent très présents face au président intérimaire Dioncounda Traoré et au gouvernement, en place pour une transition d'un an.

M. Traoré, en France depuis le 23 mai à la suite de son agression par des manifestants pro-putschistes près de Bamako deux jours plus tôt, a été opéré le 1er juin d'une "fracture" à l'arcade sourcilière, et il "va bien et a bon moral", a déclaré vendredi à l'AFP l'un de ses proches, Tiéman Coulibaly, lui aussi à Paris.

Le président malien, âgé de 70 ans, "doit encore subir des examens cardiologiques en France. C'est le temps des soins et de la récupération", a souligné M. Coulibaly, vice-président du Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la République (FDR), la coalition anti-coup d'Etat.

Lors d'une réunion jeudi à Abidjan, des responsables de l'ONU, de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont "exigé" que l'ex-junte militaire "soit immédiatement dissoute et se retire complètement de la gestion de la transition".

Les militaires n'ont pas réagi officiellement. "Il ne faut pas croire que rentrer dans les casernes, ça veut dire se cacher au cachot", a cependant protesté un proche du capitaine Sanogo, sous couvert d'anonymat.

"Toutes les options sont possibles"

Face à la situation dans le Nord, tombé fin mars aux mains de groupes armés, l'UA va saisir l'ONU pour obtenir son "appui" à une intervention militaire dans la région, ont annoncé à Abidjan les membres du "groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali" formé par l'ONU, l'UA et la Cédéao.

Mais les contours, les composantes et le mandat exact d'une éventuelle opération militaire ne sont toujours pas déterminés.

Pour régler la crise dans le Nord, "toutes les options sont possibles, nationales comme internationales", a expliqué le porte-parole du gouvernement malien, Hamadoun Touré, sans vouloir commenter cette décision.

Un accrochage entre des groupes armés présents dans la partie septentrionale du pays montre combien la situation reste précaire. Des combattants de la rébellion touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et du groupe islamiste Ansar Dine "se sont affrontés" dans la nuit à une vingtaine de kilomètres de Kidal, a indiqué un fonctionnaire de la ville, évoquant des tirs nourris d'armes automatiques.

C'est le premier incident sérieux entre ces groupes depuis plus de deux mois que l'immense région nord est contrôlée par le MNLA et surtout Ansar Dine et son allié jihadiste d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Le calme est revenu à l'aube, a affirmé le fonctionnaire. Selon lui, "il y a eu trois blessés" dans cet accrochage, une information qu'il n'était pas possible de confirmer pour l'heure.

Les 5 et 6 juin, des habitants de cette ville, surtout des femmes et des jeunes, avaient manifesté contre la présence des islamistes et dit leur soutien au MNLA. La première manifestation avait été violemment dispersée.

Cependant, dans les deux camps on s'est employé à minimiser l'incident de la nuit dernière. "Il n'y a rien eu de grave", simplement "quelques coups de feu", a affirmé un haut responsable du groupe islamiste à Kidal. Mossa Ag Attaher, porte-parole du MNLA basé à Paris, a carrément démenti tout "échange de tirs".